



Séance ordinaire du lundi 29 mars 2021

L'an deux-mille-vingt-et-un et le vingt-neuf mars, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés en visioconférence, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Cycles de l'eau

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Hind EMAD, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOL, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Nathalie LEVY, Lionel LOPEZ, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Marie-Delphine PARPILLON, Yvon PELLET, Eric PENSO, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Radia TIKOUK, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, William ARS, Michelle CASSAR, Sébastien COTE, Fanny DOMBRE-COSTE, Eliane LLORET, Jacques MARTINIER, Patricia MIRALLES, Bruno PATERNOT, Céline PINTARD, Charles SULTAN, Isabelle TOUZARD.

Absent(es) / Excusé(es) :

Michaël DELAFOSSE, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSSI, Clothilde OLLIER, Philippe SAUREL, Bernard TRAVIER

Cycles de l'eau - Protection contre les crues du Coulazou à Fabrègues - Déclaration d'utilité publique emportant mise en compatibilité du Plan Local d'Urbanisme de la Commune de Fabrègues - Objectifs et modalités de la concertation au titre de l'article L. 103-2 du Code de l'urbanisme - Approbation

Madame Véronique NEGRET, Vice-Présidente, rapporte :

Le projet de protection contre les inondations à Fabrègues est inscrit au PAPI2 Lez Mosson Etangs palavasiens sous l'action 7.2. Cette action consiste à démolir les digues actuelles et à les reconstruire dans les règles de l'art pour augmenter leur niveau de protection jusqu'à une crue du Coulazou d'occurrence centennale.

Par délibération n°M2018-743 du 21 décembre 2018, le Conseil de Métropole a approuvé l'avant-projet des aménagements. Ceux-ci prévoient :

- la démolition de la digue de la Plantade et la construction d'une nouvelle digue sur un linéaire d'environ 1 km,
- la démolition de la digue des Campanelles et la construction d'une nouvelle digue sur un linéaire d'environ 1,2 km,
- la création d'un mur de protection en rive droite du Merdanson,
- le recalibrage du ruisseau des Combes et l'aménagement de sa traversée sous la nouvelle digue au niveau du quartier des Campanelles.

Le montant de l'avant-projet estimé par le maître d'œuvre s'élève à 4 040 000 € HT. Ces aménagements visent à protéger environ 760 personnes des quartiers de la Plantade et des Campanelles exposées au risque d'inondation pour une crue d'occurrence centennale du Coulazou, estimée à 300 m³/s dans la traversée de Fabrègues.

Ces travaux sont soumis à autorisation en application des articles L. 214-1, L. 214-2 et L. 214-3 du Code de l'environnement. Par la délibération n°M2019-217 du 18 avril 2019, le Conseil de Métropole a approuvé le dossier d'autorisation environnementale, le dossier de Déclaration d'Utilité Publique (DUP), le dossier d'enquête parcellaire et le dossier de Déclaration d'Intérêt Général (DIG).

Cependant, le Plan Local d'Urbanisme (PLU) de Fabrègues en vigueur, approuvé par délibération du Conseil de Métropole du 18 novembre 2019, ne permet pas la réalisation des futurs ouvrages de protection contre les inondations du Coulazou. En effet, le projet interfère avec plusieurs Espaces Boisés Classés (L113-1 du CU) situés en rive droite aux abords du Merdanson et en rive gauche de part et d'autre du pont de la RD27.

Le projet impacte également une zone d'éléments à protéger pour motif d'ordre écologique lié à la présence des ripisylves du Coulazou et du Merdanson aux abords du quartier de la Plantade (L151-23 du CU). Enfin, la future digue de la Plantade interfère également avec le tracé de la frange urbaine intégrée au PLU de Fabrègues dans laquelle seule une constructibilité partielle est admise.

Les emprises des règles d'urbanisme exposées ci-dessus figurent sur les pièces de zonage du règlement graphique du PLU. Ce dernier doit donc être modifié afin de le mettre en compatibilité avec le projet de construction du système d'endiguement du Coulazou.

Dans le cadre de la procédure d'enquête publique pour la déclaration d'utilité publique du projet de protection contre les inondations, il est proposé au Conseil de Métropole de procéder à la mise en compatibilité du PLU de Fabrègues.

Mise en compatibilité du PLU de Fabrègues

Lorsque la réalisation d'un projet présentant un caractère d'utilité publique nécessite une mise en compatibilité d'un PLU, ce projet peut faire l'objet d'une DUP emportant mise en compatibilité du PLU dans la mesure où l'enquête publique portera à la fois sur l'utilité publique des travaux envisagés et sur la mise en compatibilité du PLU.

Conformément aux dispositions prévues par l'article L. 153-54 du Code de l'urbanisme, il sera procédé à une enquête publique qui portera à la fois sur la DUP du projet et sur la mise en compatibilité du plan qui en est la conséquence, et les dispositions proposées pour la mise en compatibilité du plan feront l'objet d'un examen conjoint de l'Etat et de la Métropole.

Modalités de concertation publique

La loi n°2020-1525 du 7 décembre 2020 d'accélération et de simplification de l'action publique dite « ASAP » modifie le régime d'Evaluation Environnementale (EE) des PLU et étend le champ d'application de la concertation obligatoire à toutes les procédures d'évolution de PLU soumises à évaluation environnementale.

La mise en compatibilité du PLU de Fabrègues étant soumise à évaluation environnementale, elle doit, à ce titre, faire l'objet d'une concertation associant pendant toute la durée de l'élaboration du projet, les habitants, les associations locales et les autres personnes concernées conformément aux dispositions de l'article L. 103-2 du Code de l'urbanisme.

La concertation, d'une durée de 3 semaines, se déroulera au 2^{ème} trimestre 2021.

Un avis informant le public sera ainsi publié au moins 15 jours avant le début de la concertation préalable par voie dématérialisée sur les sites internet de Montpellier Méditerranée Métropole et de la Commune de Fabrègues, par voie d'affichage au siège de Montpellier Méditerranée Métropole, en Mairie de Fabrègues et sur le lieu du projet. Une publicité dans le journal Midi libre est aussi prévue. Cet avis, précisant les dates de début et de fin de la concertation, rappellera également l'objet de la concertation, et les modalités de participation du public.

Le dossier de présentation de la mise en compatibilité du PLU au format papier et un registre permettant de recueillir les observations et propositions du public seront mis à disposition du public à l'Hôtel de Métropole et en Mairie de Fabrègues. Ils pourront être consultés par le public aux jours et heures habituels d'ouverture des bureaux. Le dossier sera également disponible pendant toute la durée de la concertation sur le site internet de Montpellier Méditerranée Métropole.

La page dédiée à la mise en compatibilité du PLU comportera un registre électronique permettant de recevoir les observations et contributions du public.

Chacun pourra également adresser ses observations par voie postale à l'adresse suivante : Montpellier Méditerranée Métropole - 50, place Zeus - CS 39556 - 34961 Montpellier Cedex 2

Les courriers adressés après la date de clôture de la période de concertation préalable ne pourront être pris en compte, le cachet de la poste faisant foi.

A l'issue de la concertation, Montpellier Méditerranée Métropole en arrêtera le bilan qui sera joint au dossier d'enquête publique.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- de prendre acte du dossier de Déclaration d'Utilité Publique emportant mise en compatibilité du Plan Local d'Urbanisme de la Commune de Fabrègues en vue de permettre la réalisation des ouvrages de protection contre les crues du Coulazou ;
- d'approuver les objectifs et les modalités de la concertation telles que définies ci-dessus ;
- d'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 86 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 15/04/21

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 15 avril 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20210329-156586-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 15/04/21

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.